

Convention collective nationale
IDCC : 1420. – PERSONNEL DES INSTITUTIONS
DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

AVENANT DU 12 DÉCEMBRE 2014
À L'ANNEXE III RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1550245M
IDCC : 1420

OBJET

Le présent avenant a pour objet de modifier à effet du 1^{er} janvier 2015 l'article 3.2 du chapitre III Régime « Incapacité, invalidité, décès » de l'annexe III de la convention collective nationale (CCN) du personnel de l'assurance chômage.

Les autres dispositions de l'accord restent inchangées.

Article 1^{er}

Taux. – Assiette. – Répartition des cotisations

L'article 3.2 du chapitre III régime « Incapacité, invalidité, décès » est modifié comme suit :

« Article 3.2

Taux et assiette, répartition des cotisations

a) Le système de cotisation est défini comme suit :

Au 1^{er} janvier 2015, les cotisations mensuelles contractuelles dédiées au financement du contrat d'assurance « incapacité, invalidité et décès » s'élèvent à :

Pour les salariés cotisant à l'AGIRC, soit le personnel relevant des articles 4, 4 *bis* de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 et de l'article 36 de son annexe I :

	SALARIÉS cotisant à l'AGIRC
TA	2,24 %
TB/TC	3,40 %

Pour les salariés ne cotisant pas à l'AGIRC, soit le personnel ne relevant pas de la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947 :

	SALARIÉS ne cotisant pas à l'AGIRC
TA	2,24 %
TB	3,40 %

Le financement employeur sur ces cotisations est défini comme suit :

	FINANCEMENT employeur
TA	73 %
TB/TC	57 %

b) Evolution des cotisations

Toute évolution significative et ultérieure de la cotisation pourra faire l'objet d'une nouvelle négociation après consultation de la convention paritaire nationale (CPN), prévue à l'article 1.4 de l'accord relatif à la prévoyance et à l'assurance complémentaire santé (annexe III) du 24 novembre 2011.

Article 2

Date d'effet, dépôt et mesure de publicité

L'avenant prend effet le 1^{er} janvier 2015.

Le présent accord sera déposé, conformément aux dispositions légales, au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et à la direction générale du travail selon les modalités en vigueur.

Un exemplaire sera également remis à chacune des parties signataires et son existence sera portée à la connaissance du personnel régi par la convention collective nationale du personnel de l'assurance chômage par tout moyen, et notamment par l'intermédiaire des nouvelles technologies de l'information et communication.

Fait à Paris, le 12 décembre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Unédic.

Syndicats de salariés :

CGT ;

CFDT ;

FEC FO ;

CFTC emploi.